

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVAPEX

Rue Gaston Monmousseau
38550 Saint-Maurice-L'exil

Références : 2026-Is057SPF
Code AIOT : 0010400104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement NOVAPEX implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVAPEX
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0010400104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

NOVAPEX est un acteur majeur de la chaîne du phénol et des solvants oxygénés. Cette société est

composée du site de Salaise-sur-Sanne situé sur la plate-forme de Roussillon dans le département de l'Isère (objet du présent rapport) et du site de Grand-Serre dans le département de la Drome (stockage souterrain de propylène).

Les matières premières exploitées sur le site sont le propylène et le benzène. Outre la production de phénol, le procédé mis en œuvre génère des co-produits valorisés sur le site. On distingue ainsi sur le site plusieurs ateliers correspondant à la fabrication du phénol, aux réactions préalables ainsi qu'à la valorisation des co-produits générés :

- la fabrication de cumène à partir du propylène et du benzène,
- la production de phénol (et d'acétone) par oxydation du cumène,
- la production d'isopropanol (IPA) à partir de l'acétone,
- la fabrication d'acétate d'isopropyle (IPAC) à partir d'IPA,
- la fabrication de diisopropyl éther (DIPE) à partir d'IPA

NOVAPEX dispose de trois points de rejets :

1. eaux de procédé : canal 4.2P - pré-traitement station PROPRE puis traitement TREFLE - rejet final Canal du Rhône via canal 4-Nord,
2. eaux de refroidissement : canal 4-2R- rejetées (sans pré-traitement ni traitement) - rejet final Canal du Rhône via canal 4-Nord,
3. eaux de sol : canal 4-2S - pré-traitement dans le bassin de décantation P3 avec écrémage en continu - rejet final Canal du Rhône via canal 4-Nord.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite inspection 2025 : Surveillance en continu du phénol	AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Suite inspection 2025 – risque de pollution accidentelle bac R10900	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 4.9.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	APC IED – Suivi pollution zones de dépotage et de stockage de benzène	AP Complémentaire du 19/03/2025, article 4.1, 4.2, 4.3	Demande d'action corrective	5 mois
9	APC IED – Gestion d'une pollution du	AP Complémentaire du 19/03/2025, article 5.1	Demande d'action corrective	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	sous-sol			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection 2025 : Sécurisation de la tuyauterie de phénol « Liebig »	AP Complémentaire du 17/07/2023, article 2	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets aqueux – Suites + revue année 2025	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 3	Sans objet
5	Suite inspection 2025 - Contrôle des égouts	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 4.4.4	Sans objet
6	Suite inspection 2025 – Pompage d'eaux souterraines contaminées au benzène	Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 3	Sans objet
7	APC IED – campagnes de surveillances spécifiques (toxicité, métaux)	AP Complémentaire du 19/03/2025, article 3.1, 3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris en compte de manière satisfaisante les demandes formulées lors de l'inspection précédente, le niveau de gestion du risque de pollution accidentelle s'est amélioré. La visite a permis de préciser les attentes de l'inspection des installations classées concernant la gestion d'une

pollution historique. L'exploitant devra mettre en place un protocole de gestion adapté.
Suite à la visite, l'inspection des installations classées formule 6 demandes d'actions correctives et une observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 2025 : Sécurisation de la tuyauterie de phénol « Liebig »

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque de pollution accidentelle
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue un diagnostic par épreuves hydrauliques de l'ensemble de la tuyauterie de phénol située entre le bac d'égouttures R86000 et le bac d'eaux phénolées R80300. Ce diagnostic est assorti d'une étude du mécanisme de corrosion à l'œuvre sur les portions de tuyauteries fuyardes mises à disposition, L'exploitant définit et met en œuvre un plan de maintenance adapté aux conclusions de ces études. Le délai de mise en œuvre de cette démarche est de six mois à compter de la notification du présent arrêté. <u>Observation n°1 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 :</u> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant de la réalisation des contrôles complémentaires projetés en août 2025.
Constats : <i>Pour rappel, un incident survenu en mai 2023 a impliqué un important rejet de phénol à l'effluent général. L'origine de la pollution est une contamination des eaux de réchauffage d'une portion du réseau dit « Liebig » rejetées au milieu naturel via le canal 4-2R. L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2023, rédigé pour tenir compte de ce retour d'expérience, prescrit des dispositions complémentaires requises pour la prévention des pollutions accidentelles.</i> <i>Lors de la précédente inspection sur ce sujet, l'inspection des installations classées avait constaté que l'exploitant s'était, en très large mesure, conformé à l'arrêté en diagnostiquant et réparant le réseau sur lequel des erreurs de matériau ont été détectées. Au moment de la visite de 2025, le contrôle par sondage du réseau restait à finaliser.</i> En séance, l'exploitant a présenté des éléments justifiant la réalisation des derniers contrôles prévus. Pour les trois points qui restaient à vérifier, le test de l'aimant a été réalisé, ce qui a permis de vérifier que le matériau constitutif des tronçons de tuyauterie en question était bien l'acier inoxydable 316L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a pris en compte de manière satisfaisante l'observation n°1 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite inspection 2025 : Surveillance en continu du phénol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2023, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque de pollution accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant garantit la surveillance en semi-continu des paramètres COT et Phénol dans les canaux 4-2P, 4-2R et 4-2S.</p> <p>La fréquence d'analyse définie par l'exploitant permet la prise en charge d'une pollution accidentelle du rejet dans des délais compatibles avec les enjeux de protection des milieux récepteurs et des risques sanitaires. Cette fréquence ne peut pas être inférieure à une fois toutes les 10 minutes.</p> <p>Le délai de mise en œuvre est de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Demande d'action corrective n°1 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 :</u></p> <p>Du fait de difficultés présentées en séance, l'exploitant est toujours en non-conformité vis-à-vis de la prescription de l'arrêté relative à la surveillance du phénol dans les canaux d'effluents aqueux. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la surveillance requise. Le délai de 6 mois nécessaire à la validation du nouvel appareil est accordé.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Pour rappel, pour répondre à la prescription d'une surveillance régulière de la concentration en phénol dans ses différents rejets, l'exploitant a mis en place des analyseurs en ligne dans les canaux 4-2S, 4-2P et 4-2R. Au moment de l'inspection précédente, le dernier analyseur requis avait été livré mais n'était pas encore en service.</i></p> <p>La situation est analogue à celle constatée lors de l'inspection précédente : la surveillance des canaux 4-2R et 4-2S est conforme vis-à-vis du pas de temps des mesures de phénol qui est inférieur à 10 minutes. Mais pour le canal 4-2P, le pas de temps est toujours de 16 minutes. L'exploitant justifie ce point par le manque de fiabilité du dispositif initial qui l'a contraint à changer de fournisseur. Les adaptations techniques nécessaires au fonctionnement des deux voies du modèle finalement retenu étaient encore en cours au moment de la visite. <i>[Il convient de préciser ici que l'effluent au 4-2P fait l'objet d'un traitement dans la station biologique TREFLE, le suivi de la concentration en phénol y est moins critique en ce sens.]</i></p> <p>En salle de contrôle, l'effectivité de la surveillance du taux de phénol dans les trois canaux a été vérifiée. Des seuils d'alarme sont définis. Il a été noté que cumul de phénol journalier dans le canal 4-2S se portait à 0,33 kg le jour de l'inspection. L'exploitant a décrit l'évènement associé à ce rejet : Celui-ci a été détecté et suivi de la fermeture automatique du bassin P3. Les effluents retenus ont ensuite été repris dans la fosse dite « Tranches 1&2 » conformément à la fiche réflexe dont l'opérateur interrogé avait bonne connaissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La demande d'action corrective n°1 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 n'est pas soldée.</p> <p><u>Demande d'action corrective n°1 :</u></p> <p>L'exploitant doit finaliser sous 3 mois la mise en place d'une surveillance de la concentration en phénol dans le rejet 4-2P dont la fréquence d'analyse est inférieure à 1 fois / 10 minutes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite inspection 2025 – risque de pollution accidentelle bac R10900

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 4.9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque de pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Point 4.9.1.2 de l'article 2 : « Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantité émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. ».
Constats : Comme il s'y engageait dans son courrier de réponse réf. BL 2025/06 du 27 juin 2025, l'exploitant a procédé à différentes opérations d'entretien sur le bac R10900, sa rétention et les équipements connexes. On retient principalement la reprise de l'étanchéité de la rétention, un diagnostic du bac par des mesures d'épaisseurs et une vérification de la vanne 3 voies. Lors de la visite terrain, il a été vérifié que le secteur concerné a effectivement fait l'objet de travaux de réfection bien visibles. Parmi les manquements relevés lors de la visite d'inspection de février 2025, un seul désordre subsiste : les conditions de prises d'échantillon qui occasionnent des égouttures de goudrons phénolés non collectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La demande d'action corrective n°2 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 est soldée à l'exception d'un point. <u>Demande d'action corrective n°2 :</u> L'exploitant prend les dispositions nécessaires à la maîtrise des égouttures générées lors des prises d'échantillons de goudrons phénolés sur le secteur du bac R10900.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux – Suites + revue année 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Annexe 3 : valeurs limites d'émission COT : 1200kg/j (Nouvelle Convention de raccordement :1500 kg/j) Isopropylbenzène : 50 mg/ L - 30 kg/j Benzène : 3 mg/L - 4 kg/j Phénol : 50 mg/ L - 40 kg/j <u>Demande d'action corrective n°3 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 :</u> Le positionnement de l'exploitant doit être formalisé sous forme d'une demande d'aménagement des prescriptions. Son objet sera de présenter et justifier des valeurs-limites qui tiennent compte de l'abattement des pollutions obtenu dans la station Trefle. Il est rappelé à l'exploitant que l'effet de dilution ne peut pas être pris en compte.

Constats :

4-2P - eaux de procédés traitées dans la station TREFLE :

Les résultats de l'autosurveillance pour l'année 2025 font état de dépassements récurrents pour les différents paramètres signalant la présence de charge organique (DCO, DBO5, COT) dans le rejet 4-2P. Ce rejet fait l'objet d'une demande d'aménagement des prescriptions applicables que l'exploitant a présentée en séance avant de la faire parvenir par voie électronique à l'inspection des installations classées.

L'argumentaire développé dans la demande été présenté. On retient notamment que l'exploitant a tenu compte des échanges passés relatifs à l'abattement des charges polluantes dans la station TREFLE. Plus précisément, l'exploitant présente une étude menée de manière à vérifier la capacité de traitement de la station pour les différents polluants. Conformément à l'attendu, le protocole présenté est de nature à s'affranchir de l'effet de dilution qui empêche de conclure d'une démarche plus immédiate de comparaison avant/après des flux ou concentrations de polluants.

4-2S - eaux de sols susceptibles d'être polluées :

Pour le paramètre phénol dont la dérive peut signaler une perte de confinement de fluide de procédé, on retient 2 % de dépassements en concentration et 6 % en flux. Pour rappel, en cas de détection de phénol, l'exploitant dispose de la possibilité de retenir les effluents dans le bassin P3 dont la vanne d'isolement est asservie à la détection de phénol en continu.

4-2R - eaux de refroidissement :

Ces effluents font l'objet de dépassements récurrents de la température maximale. Le GIE OSIRIS a indiqué qu'une température du rejet 4-2R augmentée à 35°C ne portait pas préjudice au respect de la température maximale du rejet dans l'environnement. Ce point fait l'objet d'une demande d'aménagement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande d'action corrective n°3 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 est considérée comme soldée.

Les écarts relevés seront traités dans le cadre de l'instruction des demandes d'aménagements des prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite inspection 2025 - Contrôle des égouts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article 2 point 4.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

4.4.4.- Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement, effectués de manière quinquennale au minimum, donnent lieu à compte rendu écrit tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Demande d'action corrective n°4 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 :

L'exploitant remet un plan ou un schéma où figurent les portions de réseau relevant de sa responsabilité et indique des linéaires associés.

Ensuite, un programme de contrôle du bon fonctionnement des égouts des réseaux 4-2S et 4-2P est demandé. La fréquence quinquennale devra être respectée.

Des compte-rendus doivent être rédigés à l'issue des opérations.

Compte-tenu des faibles enjeux et des forts investissements associés au contrôle des égouts du rejet 4-2R, ce contrôle n'est pas requis dans l'immédiat.

Constats :

Comme chaque année, l'exploitant a fait réaliser le nettoyage et le contrôle du tiers du linéaire du réseau 4-2S. Conformément à la demande de l'inspection des installations classées, une attestation a été produite de manière à rendre compte du respect de la prescription visée. L'intervention a eu lieu entre le 15 et le 25 juillet 2025.

Concernant le canal 4-2P, la portion enterrée a intégralement fait l'objet du contrôle qui faisait auparavant défaut. Un procès-verbal daté d'octobre 2025 a été présenté. Les contrôles ont conclu à un état satisfaisant des égouts. L'exploitant déclare qu'une fréquence quinquennale a été renseignée dans son outil de GMAO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande d'action corrective n°4 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suite inspection 2025 – Pompage d'eaux souterraines contaminées au benzène

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2010, article annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Annexe 3 : valeurs limites d'émission

Benzène : 3 mg/L - 4 kg/j

Demande d'action corrective n°5 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 :

L'exploitant fait procéder sans délai à la réparation de la fuite constatée sur le flexible d'exhaure de la pompe installée dans le piézomètre TI23C.

Constats :

Dans le cadre du rapport de base, les conséquences d'une pollution historique des sols et des eaux souterraines ont été identifiées dans la zone du piézomètre TI23C. Un plan de gestion de cette pollution est imposé par l'arrêté préfectoral complémentaire « IED ». L'exploitant a engagé spontanément une mesure de gestion en installant une pompe immergée dans un piézomètre implanté dans une zone polluée. Les eaux ainsi pompées rejoignent le canal 4-2P via une tuyauterie d'exhaure flexible. Ces effluents sont donc traités dans la station TREFLE avant rejet au milieu naturel.

Le pompage dans le piézomètre TI23C était actif au moment de la visite. L'extraction de benzène fait l'objet d'un suivi :

- en 2025 :
 - débit moyen : 515 m³/j
 - flux de benzène moyen : 0,54 kg/j
 - concentration en benzène moyenne : 1,15 mg/m³
- en 2026 :
 - débit moyen : 540 m³/j
 - flux de benzène moyen : 1,07 kg/j
 - concentration en benzène moyenne : 1,98 mg/m³

La fuite constatée en 2025 a été réparée. Au moment de la visite, des bacs étaient positionnés sous chacun des raccordements des tronçons de flexible.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, un GRV étiqueté « DIPB piézomètre benzène » a été observé à côté du piézomètre, plein à environ 10 %. La palette de rétention sur laquelle il était installé était à demi pleine d'eaux pluviales. Il a pu être établi qu'il correspond à un ancien dispositif d'extraction de la phase organique surnageante.

Enfin, il a été observé que des égouttures s'écoulaient d'une vanne positionnée au refoulement de la pompe et déconnectée à son aval. Ces éléments correspondent, eux aussi, à d'anciens modes d'évacuation des eaux pompées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La demande d'action corrective n°5 formulée suite à l'inspection du 6 février 2025 est considérée comme soldée. Néanmoins, il convient de préciser que le dispositif de pompage dans le piézomètre ne constitue pas un mode de gestion satisfaisant de la pollution (cf - point de contrôle n°9).

Observation n°1 :

Bien qu'on n'identifie pas de risques majeurs de pollution accidentelle sur ce point, le dispositif d'extraction par pompage dans le piézomètre est apparu insuffisamment maîtrisé, du fait notamment de la subsistance de reliquats des dispositifs antérieurs et du maintien dans le temps d'un système de tuyauterie flexible qu'on retiendrait plutôt dans le cadre d'une opération temporaire.

La mise en œuvre du plan de gestion fait l'objet de la demande d'action corrective n°6. Elle devra s'accompagner a minima d'une mise à niveau de ce système, ce qui peut être utilement anticipé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : APC IED – campagnes de surveillances spécifiques (toxicité, métaux)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2025, article 3.1, 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Art. 3.1 : Surveillance de la toxicité générale du rejet En appliquant une combinaison appropriée des méthodes de détermination suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Œufs de poissons (<i>Danio rerio</i>) - EN ISO 15088 ,• Daphnies (<i>Daphnia magna</i> Straus) - EN ISO 6341 ,• Bactéries luminescentes (<i>Vibrio fischeri</i>) - EN ISO 11348-1, EN ISO 11348-2 ou EN ISO 11348-3 ,• Lentilles d'eau (<i>Lemna minor</i>) - EN ISO 20079 ,• Algues - EN ISO 8692, EN ISO 10253 ou EN ISO 10710 , l'exploitant réalise une campagne d'analyses dont il conclut une caractérisation initiale de la toxicité du rejet et une proposition de fréquence de surveillance de ce critère. Les échantillons analysés dans le cadre de la campagne d'analyses et de la surveillance fréquente sont prélevés dans le canal 4-2P. L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance après sa validation par l'inspection des installations classées. Art. 3.2 : Surveillance des rejets de métaux dans le canal 4-2P L'exploitant réalise une campagne d'analyse des métaux au point de rejet 4-2P. Il en conclut une estimation des flux rejetés et une proposition de fréquence de surveillance pour les paramètres suivants : Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, autres métaux le cas échéant.
Constats : <div><u>Surveillance de la toxicité du rejet 4-2P :</u> L'exploitant présenté en séance le rapport IRH d'analyses d'écotoxicité. Il est daté d'octobre 2025. Il est basé sur les méthodes suivantes :<ul style="list-style-type: none">• Inhibition de la mobilité des daphnies (<i>D. magna Straus</i>),• Inhibition de la luminescence des bactéries (<i>Vibrio fischeri</i>),• Inhibition de la croissance des algues d'eau douce (<i>P. subcapitata</i>),• Inhibition de la croissance des lentilles d'eau (<i>Lemna minor</i>),• Toxicité aiguë des eaux résiduelles vis-à-vis des oeufs de poisson-zèbre (<i>Danio rerio</i>).Pour toutes les méthodes employées, la valeur CE50 (concentration effective, 50 %) est généralement inférieure à 25 % signalant le caractère écotoxique des eaux analysées. En séance, l'exploitant rappelle que les effluents analysés ne sont pas rejetés directement au milieu naturel mais sont ensuite traités dans la station TREFLE. En conséquence, l'analyse de la toxicité du rejet 4-2P ne fournit pas de résultat directement interprétable en termes d'impact sur le milieu naturel, l'exploitant ne propose donc pas de surveillance régulière de ce critère.</div> <u>Surveillance des rejets de métaux dans le rejet 4-2P :</u> L'exploitant a présenté en séance le rapport IRH d'analyses des métaux. Il est daté d'octobre 2025. Les métaux mesurés sont bien ceux demandés : Cr, Cu, Ni, Pb et Zn.

2025. Les métaux mesurés sont bien ceux demandés : Cr, Cu, Ni, Pb et Zn.

On retient :

- dépassements en concentration pour le Chrome et le Nickel,
- dépassement en flux pour le chrome.

L'exploitant rappelle en séance qu'il ne met pas en œuvre de composés métalliques dans les procédés du site. En ce sens, il n'identifie pas de source « locale » à ces polluants. L'exploitant évoque des émissions possiblement liées aux aciers des capacités et tuyauteries du site.

En conséquence, l'exploitant propose une surveillance de faible fréquence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est conforme au sens où les études requises au titre des articles 3.1 et 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire « IED » du 19 mars 2025 ont bien été réalisées.

Les fréquences de surveillance pérenne de la toxicité et des métaux dans le rejet 4-2P feront l'objet d'un futur APC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : APC IED – Suivi pollution zones de dépotage et de stockage de benzène

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2025, article 4.1, 4.2, 4.3

Thème(s) : Risques chroniques, pollution du sous-sol

Prescription contrôlée :

Article 4.1 : Suivi de la pollution au droit des zones de dépotage et de stockage de benzène

L'exploitant met en place un réseau de surveillance adapté au suivi des conséquences de la pollution accidentelle survenue en 2014 au niveau de la tuyauterie de transfert entre la zone de dépotage de wagons de benzène et les réservoirs de stockage.

Si nécessaire, l'exploitant réhabilite des piézomètres et complète le réseau d'ouvrages neufs judicieusement implantés.

Le réseau de surveillance doit permettre de caractériser précisément l'emprise de la pollution et de suivre une éventuelle migration des polluants hors du périmètre du site, à l'aval hydraulique direct de la zone de pollution concentrée notamment.

Des analyses sont effectuées au minimum deux fois par an : en périodes de hautes et de basses eaux.

Article 4.2 : Mise à jour des conditions de suivi en considération du rapport de base

L'exploitant met en place un programme de surveillance établi en considération des éléments produits dans le rapport de base. Il soumet à l'inspection des installations classées une mise à jour de la liste des substances suivies et du réseau de surveillance (piézomètres) sous 12 mois.

Article 4.3 : Surveillance des gaz du sol (pollution au droit des zones de dépotage et de stockage de benzène)

L'exploitant réalise une nouvelle campagne d'analyse des gaz du sol sur le secteur concerné par la pollution aux composés aromatiques volatils (CAV) et au panache actuel. Cette campagne est réalisée en période favorable au dégazage des sols. L'exploitant met à jour l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) avec ces nouveaux résultats.

l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) avec ces nouveaux résultats.
A défaut, l'exploitant met à jour l'EQRS en modélisant à partir des concentrations (paramètre BTEX) mesurées dans les eaux souterraines.
Lors de la mise à jour de l'EQRS il sera opportun de vérifier que l'actualisation des VTR, notamment celle du Benzène (mise à jour par l'ANSES en 2024).
Les résultats de cette campagne complémentaire ou la mise à jour de l'EQRS sont accompagnés, si nécessaire, d'une proposition de programme de surveillance adapté au risque identifié.

Constats :

Suivi de la pollution au droit des zones de dépotage et de stockage de benzène :

Concernant le suivi de la pollution au benzène, l'exploitant renvoie principalement aux rapports de suivi des eaux souterraines rédigés annuellement à l'échelle de la plateforme par le GIE OSIRIS. Le dernier rapport disponible est celui qui correspond à l'année 2024 (finalisé fin du 1^{er} semestre 2025). Un chapitre spécifique à la problématique du benzène y figure et l'incident « benzène » daté d'à partir de 2014 est bien retenu parmi les événements significatifs pris en compte. On relève en conclusion de ce chapitre : « *En 2024, la pollution est toujours présente en forte quantité centrée sur TI23b.* » (A priori, une erreur de référence, le piézomètre en question ne pouvant être que TI23c.)

Les données de suivi des eaux souterraines antérieures à 2024 sont aussi disponibles, l'exploitant a présenté l'évolution de la nappe depuis 2015. On y relève une augmentation apparente des concentrations entre 2015 et 2019 puis un léger repli jusqu'à aujourd'hui. L'exploitant indique que la surveillance est trimestrielle (conforme à la fréquence minimale de 2x/an).

Le chapitre ne mentionne pas explicitement si le réseau de surveillance est suffisant pour caractériser précisément l'emprise de la pollution et suivre une éventuelle migration des polluants hors du périmètre du site, à l'aval hydraulique direct de la zone de pollution concentrée notamment.

Enfin, **l'exploitant n'a pas fait réaliser de campagne de sondages et d'analyses des sols.** Il ne dispose donc pas d'éléments relativement à l'ampleur de la pollution possiblement adsorbée sur les matériaux constitutifs du sous-sol. En outre, il n'est pas en capacité de localiser des zones de pollutions concentrées.

Prise en compte du rapport de base pour la surveillance :

Le rapport actuel ne semble pas intégrer explicitement les éléments clés du rapport de base. (implantation des ouvrages, substances recherchées).

Surveillance des gaz du sol :

L'exploitant prévoit une nouvelle campagne de prélèvements des gaz du sol en été 2026. Il

L'exploitant prévoit une nouvelle campagne de prélèvements des gaz du sol en été 2026. Il indique que les ouvrages en place sont bien exploitables et permettront de compléter l'étude précédente comme prescrit par l'APC IED.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le rapport annuel de surveillance des eaux souterraines du GIE OSIRIS par une note interprétative rédigée en considération de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire « IED » du 19 mars 2025. Il est en particulier attendu un commentaire sur la capacité du réseau de surveillance à caractériser précisément l'emprise de la pollution et de suivre une éventuelle migration des polluants hors du périmètre du site, à l'aval hydraulique direct de la zone de pollution concentrée notamment. Ce réseau devra être complété si nécessaire.

Par ailleurs, l'exploitant doit réaliser une campagne de sondages de sol, nécessaire à la caractérisation de l'emprise de la pollution et à la localisation de zones de pollutions concentrées. Le périmètre de cette campagne devra se baser sur une étude historique qui devra notamment préciser le lieu de la pollution de 2014.

Demande d'action corrective n°4:

Il est demandé à l'exploitant de confronter le périmètre du suivi des eaux souterraines aux conclusions du rapport de base. Le suivi devra être complété en conséquence, en intégrant toutes les substances manquantes le cas échéant.

Demande d'action corrective n°5 :

Conformément à ses engagements, l'exploitant fait procéder avant le 31 août 2026 à de nouveaux prélèvements de gaz du sol et à leur analyse. Le rapport de cette campagne d'analyse et la mise à jour de l'EQRS devront être communiqués dans un délai de 4 mois à compter de la campagne de prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : APC IED – Gestion d'une pollution du sous-sol

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2025, article 5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution du sous-sol

Prescription contrôlée :

Article 5.1 : Mesures de gestion de la pollution concentrée au benzène

L'exploitant propose des mesures de gestion visant à traiter la pollution concentrée au benzène

qu'il soumet à validation de l'inspection des installations classées sous 6 mois à compter de la publication du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>A titre de mesure de gestion de la pollution concentrée au benzène, l'exploitant valorise le pompage en place dans le piézomètre (objet du point de contrôle n°6). L'exploitant convient qu'il s'agit là d'une mesure pragmatique de première intention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n°6 :</u> En cohérence avec les investigations complémentaires demandées, l'exploitant devra proposer des mesures de gestion adaptées, en particulier sur les zones de pollutions concentrées tant dans les sols que les eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois